

Le train de nuit Bâle-Malmö déraille, la gauche perdante sur toute la ligne

PARLEMENT Pour des raisons diamétralement opposées, la gauche et une vingtaine d'élus UDC se sont opposés au budget 2026, accepté dans une grande majorité par Le Centre et la droite

FANNY SCUDERI, BERNE

Le Conseil national a eu besoin d'une nouvelle matinée d'étude du budget, à laquelle n'a pas survécu le train de nuit qui relie Bâle à Malmö, en passant par Copenhague. Le vote sur la suppression de sa subvention a été très serré: 99 voix contre 92 et deux abstentions.

Cette coupe médiatisée a été entamée par le Conseil des Etats. Avec la décision de la Chambre du peuple, cette ligne, qui devait rouler à partir d'avril 2025, est définitivement enterrée. Les CFF prennent note, ne le mettront pas en service et rembourseront les billets déjà vendus. Car sans la subvention de 10 millions de francs par année, elle n'est pas rentable.

Les dispositions de la loi sur le CO₂ adoptée en 2024 par le parlement prévoient d'utiliser les recettes des ventes aux enchères des droits d'émissions pour le transport aérien pour promouvoir les trains de nuit. La fronde était menée par l'UDC et le PLR. «Il est inacceptable que le contribuable suisse finance via ses impôts une ligne dont l'usage relève essentiellement du loisir et non d'un besoin réel de mobilité», a par exemple jugé Yvan Pahud (UDC/VD) à la tribune.

Un train mort-né

Un argument qui a frustré la conseillère nationale vaudoise Céline Weber, des Vert'libéraux: «Ce n'est justement pas l'argent du contribuable. Nous avons élaboré la loi sur le CO₂, qui prévoit ce financement. On commence à la détricoter avant même sa mise en œuvre.» Interrogé à la fin du débat par *Le Temps*, Yvan Pahud précise: «Le consommateur finance les trains de nuit via

la loi sur le CO₂. Sachant que tout augmente et que le pouvoir d'achat de la classe moyenne baisse, il est inacceptable de jeter l'argent par les fenêtres dans une ligne dont l'usage relève essentiellement du loisir et non d'un besoin réel de mobilité.»

Céline Weber appelle la droite à se montrer «cohérente. Elle doit s'engager à ce que cet argent, que l'on encaisse, soit affecté comme prévu. Si ce n'est pas pour les trains de nuit, c'est alors pour les projets écologiques de l'aviation, comme le kérosène de synthèse.»

Le budget 2026 ne se résume toutefois pas à la suppression de la ligne Bâle-Malmö. Céline Weber, à l'image des autres élus, a connu des frustrations: «Je ne suis pas contre les augmentations pour l'armée. Mais on vote des milliards et parallèlement on coupe quelques millions pour les compensations environnementales, comme la revitalisation

des cours d'eau. Pourtant, il s'agit de prévention efficace face aux risques d'inondation.»

Solde structurel de 134 millions de francs

Les élus du National ont aussi voté des coupes dans le personnel de l'administration et dans la coopération internationale de l'ordre de 35 millions de francs. Il n'y a toutefois pas eu que des économies. Les élus ont alloué 70 millions en plus à l'armement et 10 millions supplémentaires en faveur du soutien à la viticulture. Résultat: le budget voté par le National prévoit un solde structurel de 134 millions de francs.

Pour la gauche, ce montant équivaut à «une marge de manœuvre». Les socialistes et Les Vert-e-s ont perdu sur toute la ligne et se sont opposés au budget. «Ce sont des coupes idéologiques contre l'aide internationale, contre le personnel et contre l'égalité», résume Tamara Funciello (PS/BE). Sa plus grande frustration: «L'idéologisation du budget. Elle s'est cristallisée lors du

refus du Conseil national d'investir un million de plus pour lutter contre la violence contre les femmes, alors que la Suisse a déjà connu 27 féminicides. Il s'agit de mettre en œuvre la Convention d'Istanbul. C'est une honte.» Ce point fait grincer des dents à tel point qu'une lettre ouverte circule déjà pour demander au Conseil des Etats de renverser cette décision et une manifestation sur la place Fédérale est annoncée. Ces revers ont poussé la gauche à refuser le budget: «Comment peut-on accepter un budget où l'on a tout perdu? Nous n'avons pas déposé des demandes extravagantes. Sur l'action humanitaire, nous avons demandé de garder les mêmes coupes que le gouvernement.»

L'UDC aurait voulu plus d'économies

La gauche n'était pas seule à refuser le budget. Une vingtaine d'élus UDC l'ont accompagnée, dont le Tessinois Piero Marchesi. Il aurait souhaité que le budget retourne en

commission, estimant que trop de dépenses ont été accordées: «C'est un vote de principe. J'aurais aimé moins de dépenses à l'extérieur et dans le secteur de l'asile.» Le parti a échoué à obtenir des coupes plus importantes dans la coopération internationale ou dans l'aide destinée à l'Ukraine. Mais 40 élus UDC ont tout de même estimé que ce budget méritait d'être voté. «Nous devons freiner nos dépenses, nous nous dirigeons sinon vers une hausse d'impôt. C'est une ligne rouge pour nous», a souligné Yvan Pahud. Mais l'UDC ne participe-t-elle pas à la hausse des dépenses, en soutenant les 10 millions de francs à la viticulture et les 70 millions à l'armée? «Nous avons une ligne claire: avant de couper un seul franc sur le plan national, il faut couper à l'étranger», répond-il. Les coupes dans la coopération internationale continueront de faire débat ces prochains jours: elles constituent une divergence entre les deux Chambres. ■